

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE QUINSON (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)**

| | | | |
|----|----|----|----|
| N° | 10 | 09 | 22 |
|----|----|----|----|

Date de convocation : 14/09/2022

Nombre de conseillers en exercice : 10

Absent : 1

Présents : 8

Pouvoir : 1

Votants : 9

Date d'affichage de la délibération : 21/09/2022

Date de télétransmission en Préfecture : 23/09/2022

**L'an deux mil vingt-deux et le dix-neuf septembre, à dix-neuf heures,
Le Conseil Municipal de la commune de Quinson, dûment convoqué le 14
septembre deux mil vingt-deux, s'est réuni en session ordinaire en mairie sous la
présidence de Monsieur Jacques ESPITALIER, Maire.**

**PRESENTS : Jacques ESPITALIER ; Francis GUIGNANT ; René GARCIN ; Arlette
BERNE ; Paul ANDRE DE LA PORTE ; Laurence OGOR ; Geneviève PETIT ;
Christine ROSSO**

**ABSENTS REPRÉSENTÉS : Robert BAGARRE donne procuration à Francis
GUIGNANT**

ABSENTS : Yves GONSOLIN (excusé)

Formant la majorité des membres en exercice

**SECRETAIRE : Arlette BERNE (art. L 2121-15 du Code Général des Collectivités
Territoriales)**

**OBJET : Délibération complémentaire à la délibération n° 05 01 22 01 prescrivant
la procédure de modification n°1 du PLU par voie simplifiée.**

Une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU a été engagée par délibération du
Conseil Municipal n° 05-01-22-01 du 27 janvier 2022.

Cette procédure a été engagée afin d'apporter des modifications mineures au règlement
du PLU.

Cette délibération précise que les articles 6, 7, 8, 9 et 11 du règlement seront modifiés
ainsi que la rédaction de certains alinéas afin de faciliter l'instruction.

Il est nécessaire de préciser et compléter les objectifs de cette procédure. Ainsi, la
procédure de modification simplifiée permet :

- De corriger une disposition contradictoire dans l'article Ua 11.
- De modifier les règles d'implantation par rapport aux limites séparatives en zones
UB, UC et UE.
- De modifier les règles d'implantation des constructions les unes par rapport aux
autres sur une même propriété en zones UB et UC.
- De modifier les règles d'implantation des constructions en zone d'urbanisation
future.
- D'autoriser l'implantation de piscine, en annexe des constructions existantes à
usage d'habitation dans le secteur Ap.

Le Conseil Municipal, l'exposé de Monsieur le Maire entendu et après en avoir délibéré à l'unanimité (9 VOIX POUR),

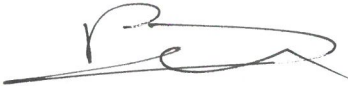
- **DÉCIDE** de compléter la délibération de lancement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU, comme expliqué ci-avant.

Fait et délibéré en Mairie, les mêmes jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le secrétaire de séance,
Arlette BERNE

Le Maire,
Jacques ESPITALIER



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification ou publication, en application de l'article R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :
- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.